

## Optimisme prudent après les cent premiers jours du Président de l'OEB, António Campinos

[Kluwer Patent blogger/8 octobre 2018](#)

Le premier juillet 2018, António Campinos est devenu Président de l'Office européen des brevets, succédant ainsi à Benoît Battistelli, dont le style de direction autoritaire et les conflits avec les membres du personnel et les responsables syndicaux ont provoqué des années de profonds troubles sociaux au sein de l'OEB. Cent jours après le changement de direction, un optimisme prudent se fait jour, M. Campinos semblant vouloir améliorer la situation et prendre au sérieux les plaintes à propos des conditions de travail et de la qualité des brevets. Néanmoins, dans des dossiers douloureux concernant des employés qui étaient en conflit avec M. Battistelli, il n'a rien fait.

« Combien ces quelques semaines ont été chargées ! », a écrit António Campinos dans une [publication sur son blogue le 26 juillet](#), moins de quatre semaines après avoir pris ses fonctions. « Outre une série de réunions de direction et d'autres obligations que l'on attend d'un nouveau Président, j'ai eu de nombreuses réunions agréables et productives avec des membres du personnel de l'ensemble de l'OEB, en face à face. Il m'a semblé important de rencontrer le personnel dans des entretiens individuels, car sa connaissance et sa compréhension de cette organisation est cruciale pour évaluer comment nous pouvons faire de l'Office une institution encore meilleure et dans quels domaines nous devrions commencer à réfléchir à des améliorations supplémentaires. Ainsi, au cours d'une centaine d'entretiens individuels autour d'un café à Munich et à La Haye – je vous rassure, je n'ai pas bu un café à chaque fois ! – j'ai pu recueillir les avis sincères et directs de nos agents pour les intégrer dans un plan stratégique. (...) Ces réunions vont se poursuivre aux cours des prochains mois et je rencontrerai des centaines d'autres membres du personnel – plus de 900 ont été recrutés – car je cherche à recueillir encore davantage de contributions à intégrer dans la stratégie de l'Office. »

### **Ouvert à la discussion**

Le message ainsi publié sur son blogue est clair : António Campinos est ici pour écouter. Et plusieurs observateurs ont confirmé à Kluwer IP Law que ces mots reflètent la réalité : le nouveau Président de l'OEB, qui a été choisi pour ce poste entre autres en raison de « sa profonde connaissance et de son application pratique éprouvée des méthodes de direction modernes, notamment en raison d'une remarquable aptitude à établir et promouvoir le dialogue social », a beaucoup discuté et écouté au cours des derniers mois. Ils en conviennent : c'est un changement qui va dans le bon sens par rapport au passé.

L'article [M. Campinos emploie un ton « nettement différent » lors de la réunion du Comité central du personnel de l'OEB](#), qui a été publié le mois dernier sur le site Web IPPro Patents, semble le confirmer. Selon cet article, le Comité central du personnel a déclaré que M. Campinos s'était montré « ouvert à la discussion », au cours d'une réunion lors de laquelle le Comité central du personnel a estimé, entre autres, que la politique de RH de l'OEB avait empoisonné l'atmosphère de travail au sein de l'Office. Le Comité central du personnel a été invité à « résumer les problèmes qui subsistent » et une réunion de suivi a été programmée. Selon le site IPPro Patents, le Comité central du personnel a déclaré : « Quelques petits pas en avant ont été faits, d'autres manquent encore. Nous avons perçu cela comme une première évolution dans la bonne direction. »

Selon Thorsten Bausch, de Hoffmann Eitle, un des quatre cabinets de conseils en brevets allemands qui ont publié en juin [une lettre ouverte dans laquelle ils exprimaient leur préoccupation à propos de l'évolution de l'OEB](#), « il est trop tôt pour dire si et dans quelle mesure la nouvelle direction de l'OEB changera de cap et donnera de nouveau la priorité à la qualité sur les objectifs de production, mais il semble au moins que le nouveau Président écoute mieux son personnel et les parties prenantes. Cela marque certainement une amélioration de l'atmosphère de travail au sein de l'OEB qui doit être saluée. »

M. Bausch est également optimiste pour une autre raison : « S'il faut en croire les rumeurs qui me sont parvenues aux oreilles, le nouveau Président envisagerait aussi de rendre à son usage de bureaux le dixième étage de l'immeuble sur l'Isar à Munich que M. Battistelli avait transformé en penthouse privé pour son usage personnel. Cela serait un signal important et très positif de plus grande modestie personnelle et de dévouement à la bonne cause commune. En outre, ce serait aussi très important pour restaurer la confiance dans l'OEB en tant qu'institution respectant la primauté du droit et les droits du personnel, ne serait-ce que parce que cela aurait aussi un impact direct sur l'attractivité de l'OEB en tant qu'employeur d'examineurs hautement qualifiés. »

Malgré les signes positifs au cours des cent premiers jours, il est clair que M. Campinos doit encore faire la preuve de ses ambitions et de ses capacités. Le présent blogueur a trouvé qu'il était très difficile de recueillir des informations auprès des agents de l'OEB. En raison de l'article 19 du [statut des fonctionnaires](#), ils ne se sentent pas libres de dire quoi que ce soit à propos de leur travail, parce que cela peut entraîner toutes sortes de sanctions. Le climat de peur n'a pas disparu. Cela signifie que malgré l'invitation du nouveau Président à s'exprimer, les agents peuvent être réticents à le faire.

À cet égard : le fait que le Président ait ouvert ses publications sur son blogue aux commentaires a semblé une amélioration allant dans ce sens. Mais pas une seule réaction n'est apparue en ligne. Cela ne peut tout de même pas être dû au fait que personne n'aurait d'avis sur l'OEB ? Cela aiderait certainement M. Campinos dans son ambition d'entendre ce que les gens ont à dire à propos de son organisation, si des commentaires étaient publiés en dessous de ses publications sur son blogue ou, au moins, si on savait clairement ce qu'il en advient.

## **Conflits du travail**

Le nouveau Président n'a pas utilisé ses cent premiers jours en fonction pour agir dans un certain nombre de dossiers douloureux concernant des employés, principalement des (anciens) dirigeants du syndicat de salariés USOEB qui étaient en conflit avec M. Battistelli et qui ont été licenciés ou rétrogradés pour des motifs douteux.

La semaine même où M. Battistelli faisait ses adieux, le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (TAOIT) [annulait ses décisions de licenciement et de rétrogradation des dirigeants de l'USOEB](#) Ion Brumme, Elizabeth Hardon et Malika Weaver, après des années d'incertitude (et d'absence de revenus). Des sommes importantes ont dû être versées pour préjudice moral. M. Brumme a été autorisé à retourner au travail, la rétrogradation de Mme Weaver a été annulée, mais le cas de Mme Hardon a été renvoyé par le TAOIT à l'OEB pour qu'il prenne une nouvelle décision et elle n'en a plus entendu parler depuis.

Le changement de direction n'a pas non plus entraîné de changement dans la situation de l'ancien dirigeant du syndicat Laurent Prunier, qui clame qu'il est évident, d'après un certain nombre de documents, qu'il a lui aussi été licencié illégalement par M. Battistelli, exactement

comme dans les cas de M. Brumme et de Mme Hardon. À moins que l'OEB n'agisse, il risque de devoir attendre, pour que justice lui soit rendue, que son cas soit définitivement tranché par une décision du TAOIT au cours de l'année prochaine.

Un cas très discuté, qui n'est toujours pas réglé non plus, concerne Patrick Corcoran, un membre irlandais d'une chambre de recours qui a été suspendu en décembre 2014 sous le soupçon d'avoir diffusé des documents diffamatoires à l'égard de la haute direction de l'OEB. Pas moins de trois ans et demi plus tard, le TAOIT a ordonné la réintégration immédiate de M. Corcoran à son ancien poste (voir [ici](#) et [ici](#)) et le tribunal du land de Munich a [relâché](#) M. Corcoran de tous les chefs d'accusation. Cependant, comme son mandat au sein des chambres de recours arrivait pratiquement à expiration et qu'il n'a pas été renouvelé par le Conseil d'administration, M. Corcoran a été de fait empêché de reprendre son travail en tant que membre d'une chambre de recours et a été rétrogradé, redevenant examinateur. Pour couronner le tout, M. Battistelli a décidé de muter M. Corcoran à un autre poste créé spécialement à La Haye, où le juge n'avait jamais vécu, ce qui représentait pour lui un nouveau préjudice important et arbitraire.

Ces cas sont généralement considérés comme un des aspects les plus sombres de l'héritage de l'ancien Président de l'OEB, Benoît Battistelli. Si António Campinos sait traiter ces cas d'une manière qui soit considérée comme appropriée et correcte, cela renforcera certainement l'impression prudemment positive qui se dégage des cent premiers jours du nouveau Président de l'OEB.